
FAQ - Le Groupe des Huit

1. Qu'est-ce que le G8 et qui sont ses membres ?

Le G8 n'est pas un organisme de gouvernance. C'est un forum de discussion dans lequel les gouvernements des pays industrialisés se rassemblent pour discuter des problèmes issus de la globalisation.

Le G8 est constitué de huit puissances industrialisées : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie. L'Union européenne y est également représentée en tant qu'observateur, mais ne peut ni présider ni être l'hôte d'un sommet.

La présidence du G8 tourne chaque année au premier janvier parmi les États membres.

2. Quand le G8 a-t-il été créé ?

Le processus du G8 s'est enclenché en 1975, lors d'un sommet qui devait être unique, réunissant des chefs d'état et visant à répondre à la crise du pétrole et à la récession économique mondiale du début des années 70. Six pays ont participé à ce premier sommet qui s'est tenu à Rambouillet, en France (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon et Italie). Le Canada s'y est joint l'année suivante en 1976, et le groupe a alors pris le nom de Groupe des 7 ou G7.

La Russie a commencé à participer à certaines sessions des sommets du G7 en 1994, mais a pleinement participé à tous les niveaux des sommets à partir du sommet de 1998. En 2006, la Russie a été l'hôte du sommet du G8 pour la première fois, devenant ainsi un membre à part entière (ceci dit, les ministres des Finances continuent à se rencontrer plusieurs fois par an au niveau du G7).

3. Quels sont les objectifs du G8 ?

Le G8 a été créé dans le but d'offrir un forum aux États membres pour discuter des questions d'intérêt mondial. Les sommets du G8 se sont essentiellement axés sur les problèmes économiques (en particulier l'économie mondiale, la gestion, le commerce et le développement macroéconomiques), mais d'autres questions ont été mises à l'ordre du jour ces dernières années (voir la question 6 ci-dessous).

4. Qui définit l'ordre du jour des sommets ?

L'ordre du jour de chaque sommet du G8 est défini par le pays hôte.

5. Quelles questions traitent les sommets du G8 ?

Les sommets du G8 soulèvent toujours les questions économiques et financières mondiales ainsi que les préoccupations d'actualité concernant la sécurité et les conflits. Les autres sujets qui ont été ou sont habituellement traités lors des récents sommets sont le développement de l'Afrique (depuis 2003), l'allègement de la dette des pays en voie de développement (1996-2006), la pauvreté, le développement et l'aide (en particulier depuis 2005), la santé (en particulier les maladies infectieuses et le SIDA), l'éducation (depuis 2000), la prolifération des armes nucléaires, le commerce, les changements climatiques (depuis 2007), le prix des denrées alimentaires (2008). (Voir aussi la question 6 ci-dessous).

6. A quelle date et dans quel pays se tiennent les sommets du G8 ?

Les chefs d'État des 8 pays se rencontrent chaque année, habituellement en juin ou en juillet, et le pays qui occupe la présidence devient l'hôte du sommet et assume la responsabilité de son organisation. Le pays où se tient le sommet tourne par conséquent chaque année entre les pays du G8.

Par ailleurs, en plus du sommet annuel, des rencontres dites ministérielles sur des questions spécifiques ont lieu de janvier à juin entre les représentants des pays du G8. La définition de l'ordre du jour du sommet annuel et les prises de décision se font en grande partie lors de ces rencontres préparatoires. Ces rencontres, dites ministérielles, traitent régulièrement de questions telles que la criminalité, le développement, le travail et l'emploi, l'énergie, l'environnement, les finances, les affaires étrangères, le terrorisme et le commerce. Des rencontres ministérielles *ad hoc* sur d'autres sujets peuvent avoir lieu si l'intérêt le justifie.

Sommets annuels :

Date	Lieu	Questions clés
8-10 juillet 2009	La Maddalena (Italie)	<ul style="list-style-type: none"> • Imputabilité du G8 • Changements climatiques • Fiscalité et fuites de capitaux
7-9 juillet 2008	Hokkaido Toyako (Japon)	<ul style="list-style-type: none"> • Changements climatiques • Santé dans le monde • Objectifs de développement du millénaire (ODM) en Afrique
6-8 juin 2007	Heiligendamm (Allemagne)	<ul style="list-style-type: none"> • Économie mondiale • Anti-terrorisme et sécurité • Analyse des engagements du G8 en matière de santé
15-17 juillet 2006	St-Petersbourg (Russie)	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité énergétique • Éducation • Santé (maladies infectieuses) • Sécurité internationale
6-8 juillet 2005	Gleneagles, (Écosse) (Royaume-Uni)	<ul style="list-style-type: none"> • Afrique (aide et annulation de la dette par les initiatives multilatérales d'allègement de la dette) • Changements climatiques
8-10 juin 2004	Sea Island, Georgie (USA)	<ul style="list-style-type: none"> • Moyen-Orient et Afrique du Nord • Terrorisme : lancement de l'Initiative

		<ul style="list-style-type: none"> visant à faciliter et à rendre plus sûrs les voyages internationaux (SAFTI) • Afrique • Commerce (finalisation du Cycle de Doha)
1-3 juin 2003	Evian (France)	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance économique • Objectifs de développement du millénaire (ODM) • Dette (PPTE) • Sécurité et lutte anti-terroriste
26-27 juin 2002	Kananaskis (Canada)	<ul style="list-style-type: none"> • Développement en Afrique, nouveaux partenariats pour le développement de l'Afrique, et Plan d'action de l'Afrique. • Allègement de la dette grâce à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) • Problèmes de sécurité au Moyen-Orient, en Afghanistan, en Inde et au Pakistan. • Analyse du terrorisme
20-22 juillet 2001	Gênes (Italie)	<ul style="list-style-type: none"> • Dette • Environnement
21-23 juillet 2000	Okinawa (Japon)	<ul style="list-style-type: none"> • L'éducation primaire pour tous • VIH/sida
18-20 juin 1999	Köln (Allemagne)	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance mondiale durable • Amélioration du commerce mondial • Politique de l'emploi • Crise mondiale de la dette
15-17 mai 1998	Birmingham (Royaume-Uni)	<ul style="list-style-type: none"> • Économie mondiale (mise à jour de la situation économique et engagement à maintenir une croissance non inflationniste) • Renforcement du système financier mondial • Réforme financière et économique en Ukraine

7. Quels sont les résultats des sommets ?

Tous les sommets du G8 se clôturent par un communiqué ou une série de communiqués qui exposent les grandes lignes des ententes ainsi que tous les engagements pris lors des sommets. Les engagements sont pris individuellement par chaque pays membre et sont non exécutoires.

8. Les pays du G8 sont-ils les seuls à participer aux sommets ?

Les sommets accueillent les chefs d'État, les ministres responsables des questions clés (voir ci-dessous question 11), ainsi que d'autres employés des pays du G8. Les sommets du G8 attirent également des milliers de journalistes et, depuis une dizaine d'années, mobilisent également de nombreux protestataires.

Depuis 2005, sur l'initiative du Premier ministre Tony Blair, les pays économiquement avancés tels que le Brésil, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et le Mexique ont été invités à participer à certaines sessions des sommets du G8. Ces cinq pays disposent d'une journée pour discuter avec les pays membres du G8 et peuvent ainsi tirer parti de l'occasion pour influencer l'ordre du jour du sommet. En 2008, ces cinq pays arrivèrent une journée avant le début du sommet du G8 au Japon et publièrent leurs propres déclarations sur les mêmes questions mises à l'ordre du jour du sommet du G8. La France, l'Italie et l'Allemagne considèrent un élargissement de la formule actuelle du G8 afin d'inclure officiellement les Cinq ainsi qu'un pays du Moyen-Orient, vraisemblablement l'Égypte.

Depuis 2003, les chefs de 15 états africains ont été également invités au sommet, pour ce qui est appelé le *Volet sensibilisation à l'Afrique*. Ces chefs d'État africains disposent d'une demi-journée pour rencontrer les chefs d'État du G8. En novembre 2003, le G8 a également convoqué le premier Forum du partenariat pour l'Afrique (FPA) afin d'élargir le dialogue sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de discuter des questions et des priorités sur les politiques socio-économiques, politiques et stratégiques visant à soutenir le développement de l'Afrique. Les FPA se tiennent deux fois par an (au printemps et en été), le premier Forum se tenant en Afrique et le deuxième dans le pays qui occupe la présidence du G8. Ils rassemblent les représentants des pays africains, du G8 et de l'OCDE et sont co-présidés par les représentants de l'Union africaine (UA) et du NEPAD et par les pays de l'OCDE membres et non membres du G8.

9. Quand le Canada a-t-il rejoint le G8 ?

Le Canada a rejoint le G8 au sommet de San Juan en 1976, à Puerto-Rico.

10. Quand aura lieu le prochain sommet du G8 au Canada ?

Le Canada sera l'hôte du sommet du G8 du 25 au 27 juin 2010, à Huntsville, Ontario.

11. Quand a eu lieu le dernier sommet du G8 au Canada et quelles étaient les questions clés du sommet ?

Le sommet de Huntsville en 2010 sera le cinquième depuis que le Canada s'est joint au G8 en 1976. Le G7 s'était réuni en 2002 à Kananaskis, Alberta, en 1995 à Halifax, en 1988 à Toronto et en 1981 à Ottawa-Montebello. Le sommet d'Halifax s'est occupé essentiellement de la réforme des institutions financières internationales, tandis que celui de Kananaskis a établi le Plan d'action pour l'Afrique du G8, ouvrant la voie d'un nouveau partenariat entre le G8 et l'Afrique.

Le Sommet d'Halifax a marqué la fondation de Halifax Initiative par les organisations de la société civile canadienne.

12. Quelles seront les questions clés traitées au sommet du Canada en 2010 ?

Le Canada sera l'hôte du sommet du G8 du 25 au 27 juin 2010, à Huntsville, Ontario. Le Canada n'a pas encore publié l'axe des questions qui seront à l'agenda du sommet de 2010. D'une façon générale, cependant, l'ordre du jour concernera les objectifs du Canada en matière de politique étrangère, à savoir :

- Avancement et promotion des valeurs et intérêts du Canada
- Défense du marché libre et du libre-échange
- Promotion de la liberté, de la démocratie, des droits de la personne et de la règle de droit.
- Participation aux actions mondiales en matière de changements climatiques

13. Quelles promesses antérieures seront tenues en 2010 ?

Certaines promesses faites dans le passé viendront à échéance en 2010 (entre parenthèses, figurent les dates et lieux des sommets où les engagements ont été pris)¹.

- **Économie mondiale** : appliquer intégralement les normes de l'OCDE en matière de transparence et d'échanges effectifs de renseignements sur la fiscalité (Japon, 2008).
- **Changements climatiques** : respecter les objectifs fixés (USA, 1997); soutenir les projets-pilote de captage et stockage du dioxyde de carbone (Japon, 2008); encourager les banques d'investissement multilatéral à fixer des objectifs d'investissement dans les technologies à faible émission de carbone (Japon, 2008).
- **Biodiversité** : améliorer les efforts visant à accroître la protection de la biodiversité (Allemagne, 2007) et à réduire le taux de perte d'une façon significative (Japon, 2008).
- **Non prolifération** : obtenir des résultats positifs lors de la Conférence d'examen du Traité de non prolifération en 2010 (Japon, 2008).
- **Développement de l'Afrique** : respecter l'engagement de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010 (Royaume-Uni, 2005); renflouer avec succès les fonds pour l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale (Japon, 2008).
- **Paix en Afrique** : fournir de l'aide technique et financière pour que les pays africains ainsi que les organisations régionales et sous-régionales puissent empêcher les conflits armés violents ou sinon effectuer des interventions plus efficaces (Canada 2002); équiper environ 75 000 soldats pour des opérations de paix à travers le monde et particulièrement en Afrique d'ici 2010 (USA, 2004 - Des promesses similaires ont été réitérées aux sommets du Royaume-Uni en 2005 et du Japon en 2008.)
- **Santé en Afrique** : soutenir le partenariat *Faire reculer le paludisme* (Allemagne, 1998), le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, le Plan mondial Halte à la tuberculose, l'Entreprise mondiale pour un vaccin contre le VIH, l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, l'accès universel au traitement du VIH/SIDA (Russie, 2006 - Des promesses similaires ont été réitérées aux sommets du Royaume-Uni en 2005, d'Allemagne en 2007 et du Japon en 2008); travailler en partenariat avec les gouvernements, l'Organisation mondiale de la Santé, les secteurs de l'industrie et autres organisations internationales pour réduire la prévalence du VIH/SIDA chez les jeunes, le taux de mortalité dû à la tuberculose et le fardeau du paludisme (Japon, 2000 - Des promesses similaires ont été réitérées aux sommets du Royaume-Uni en 2005, d'Allemagne en 2007 et du Japon en 2008); développer et renforcer les systèmes de santé, particulièrement les soins de santé primaires (Allemagne 2007), la couverture universelle des programmes de Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (Allemagne, 2007); répondre davantage aux besoins de traitements du VIH/SIDA en pédiatrie

¹ L'information ci-dessus est adaptée d'après Jenilee Guebert. Plans du Canada pour le Sommet du G8 de 2010. Groupe de recherche, Université de Toronto. Le 2 novembre 2008. Disponible en ligne sur : <http://www.g7.utoronto.ca/evaluations/2010huntsville/2010plans/2010-g8plans-081102.pdf> (accès le 13 décembre 2008).

(Allemagne, 2007); améliorer la distribution de moustiquaires traitées à l'insecticide pour prévenir le paludisme (Japon, 2008).

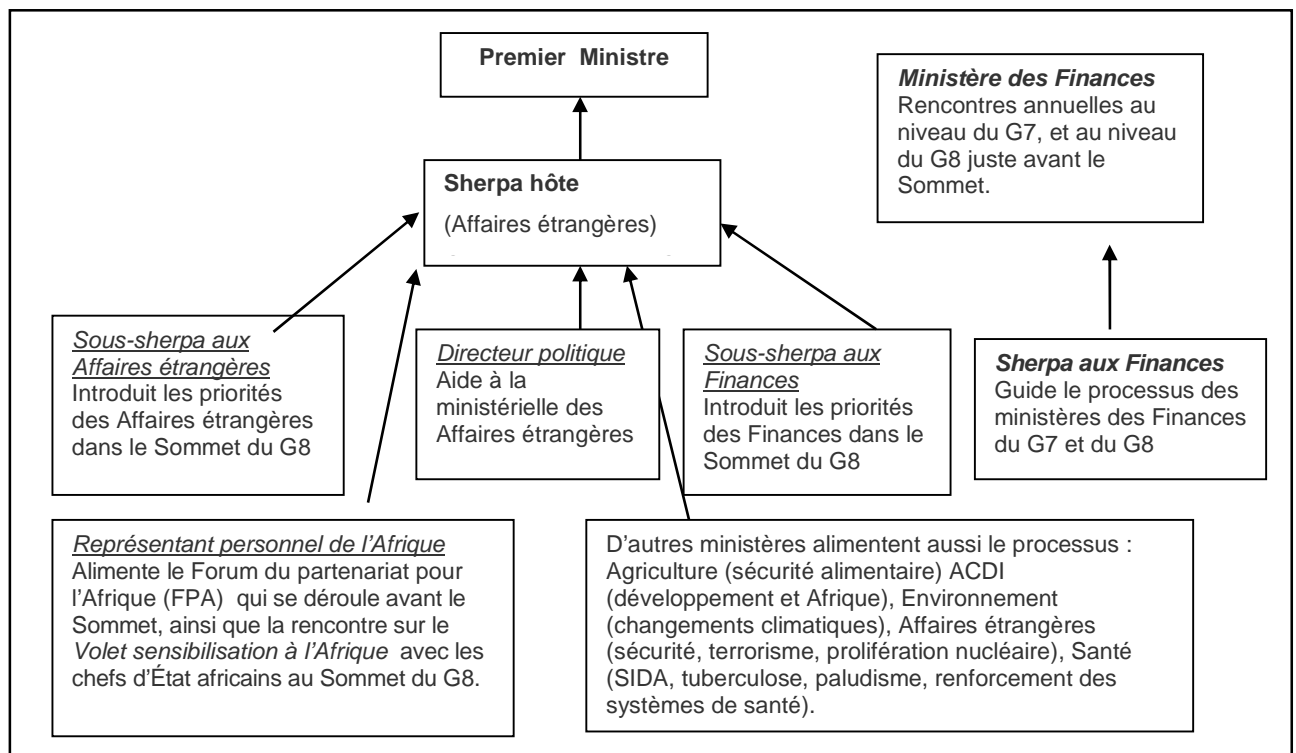
14. Quels sont les ministères canadiens impliqués dans le G8 ?

Les ministères canadiens régulièrement impliqués dans le G8 comprennent le Cabinet du Premier ministre, le Bureau du Conseil privé, le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Finances et l'ACDI. D'autres ministères peuvent être impliqués sur une base *ad hoc* lorsque des problèmes spécifiques surgissent (par ex. le ministère de la Santé, le ministère de l'Environnement). Ces dernières années, le ministère des Affaires étrangères a été nommé ministère responsable de la coordination de la participation du Canada aux sommets du G8.

En préparation de chaque sommet, le pays hôte organise des rencontres préparatoires. Des représentants personnels des chefs d'État du G8, appelés Sherpas, du nom des guides népalais qui aident les randonneurs de haute montagne à gravir les sommets, participent à ces rencontres pour discuter des sujets potentiels de l'ordre du jour. Ce travail préparatoire aide les chefs d'État à rester axés sur les questions clés. Le Sherpa hôte, choisi parmi les hauts fonctionnaires de l'État, travaille de concert avec les autres Sherpas du G8 toute l'année en prévision du Sommet et surveille la mise en place des engagements conduits par le gouvernement hôte. Les Sherpas sont assistés par d'autres fonctionnaires de haut rang, spécialistes des questions économiques, financières et politiques.

En 2008, le Sherpa du Premier Ministre Stephen Harper pour le Sommet de Tokyo était Leonard J. Edwards, député et ministre des Affaires étrangères.

Pour de plus amples détails, veuillez vous reporter à l'organigramme ci-dessous :



15. Quelles critiques fait-on au G8 ?

La critique la plus courante faite au G8 concerne sa représentativité. Le G8 ne représente que les intérêts d'un petit groupe élitiste de nations industrialisées. Il ne reflète même plus les pays économiquement les plus puissants en termes de PIB nominal (dans son acception originale) puisque la Chine et l'Espagne ont dépassé le Canada et la Russie, et que le Brésil a également dépassé la Russie. Non seulement les pays qui ont des populations et des économies à croissance rapide, tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, en sont exclus, mais aucun pays d'Afrique ou d'Amérique Latine n'en fait non plus partie.

Une autre critique concerne le caractère opaque et non démocratique des Sommets du G8, faisant valoir que les institutions en grande partie contrôlées par le G8, à savoir la Banque mondiale et le FMI, mettent en oeuvre les décisions stratégiques convenues lors des Sommets du G8, décisions qui de fait gouvernent l'économie mondiale.

Enfin, bien que chaque sommet du G8 se conclue sur l'annonce des initiatives décidées par les pays membres, le suivi des engagements est médiocre. Il n'existe pas de mesures concernant l'imputabilité qui soient incorporées au processus décisionnel, et il appartient à chaque pays de mettre en oeuvre individuellement les engagements pris. Le Sommet du G8 en Italie, en 2009, est peut-être une réponse à cette critique de longue date.

16. Un G13, G14 ou G20 ne serait-il pas mieux approprié ?

Tel que mentionné plus haut, différents pays et chefs d'institutions financières internationales sont actuellement en train de demander la révision du G8, faisant valoir qu'il ne reflète plus la réalité de l'économie mondiale (vu les diverses économies émergentes qui deviennent d'importants joueurs mondiaux) et que les actuels Sommets du G8 ne sont rien de plus que de pompeuses cérémonies et non des plans d'action cadrant dans des échéances.

Dans cette optique, pour de nombreux membres du Groupe des 20, le Sommet de mi-novembre à Washington sur la crise financière mondiale a marqué un changement de cap important. Bien que ce changement soit possible, le G20 continue cependant à réduire ses discussions à des questions financières, tandis qu'au sein des membres du G20 il n'y a qu'un seul pays africain et aucun pays à faible revenu. Au moment du Sommet, environ 900 organisations de 115 pays ont appelé à une conférence internationale sous l'égide des Nations Unies pour faire face à la crise financière, un G192 en quelque sorte.

Avec la contribution de Mark Fried, *Oxfam Canada*, et de Dennis Howlett, *Abolissons la pauvreté Canada*.



Halifax
INITIATIVE
d'Halifax

153, rue Chapel
Ottawa ON K1N 1H5
Canada

TÉL. : (613) 789-4447
TÉLEC. : (613) 241-4170
WEB : www.halifaxinitiative.org